

L'austérité, ça suffit ! Pour des mesures salariales d'urgence !

Le SNESUP-FSU l'avait annoncé, la rentrée sera chaude, elle l'est au sens propre comme au figuré. En effet, les mobilisations sont nombreuses, non seulement pour l'enseignement supérieur, mais aussi pour des causes socialement importantes.

Par **EMMANUEL DE LESCURE**, secrétaire général

POUR UNE LOI INTÉGRALE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Depuis le mois de juin, les lundis, à l'appel de nombreuses organisations dont la FSU, ont lieu des manifestations à Paris, place Vendôme, et dans de nombreuses villes afin de réclamer des moyens pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et aux enfants. Alors qu'une loi intégrale est examinée à l'Assemblée nationale, les manifestantes exigent que les parlementaires renforcent le texte et garantissent un financement pluriannuel pour protéger réellement les victimes, responsabiliser les employeurs publics et mettre fin à l'impunité. Ils et elles réclament en particulier l'adoption de la version initiale de l'article 30 du projet qui prévoyait un entretien annuel obligatoire pour chaque enfant, de la maternelle à la terminale, afin d'évaluer son bien-être et de dépister d'éventuelles violences.

POUR DÉFENDRE L'ÉTAT DE DROIT

Le 20 septembre, dans plusieurs villes, des manifestations se sont tenues pour protester contre la proposition de loi sur la présomption d'usage légitime des armes par les forces de l'ordre, dite « loi permis de tuer », qui représente une menace importante pour les libertés et l'État de droit.

DANS LES CROUS

Victimes du succès du repas à 1 euro qui a fait croître la fréquentation des restaurants universitaires (+ 48 % globalement, 1,3 million de repas en plus) et généré des files d'attente interminables, une partie du personnel des Crous s'est mise en grève le 22 septembre pour réclamer des postes et des moyens à la hauteur des besoins. Si l'instauration des repas à 1 euro est soutenue par le personnel, encore faut-il qu'il soit en mesure de les délivrer.

URGENCE CLIMATIQUE

Après les records de chaleur, d'incendies et de décès que nous avons subis depuis le printemps, le 26 septembre, plus de 250 marches simultanées pour « le climat, le vivant, la paix et la justice sociale » ont été organisées partout dans le pays pour réclamer un plan d'urgence face au dérèglement climatique et pousser les pouvoirs publics à sortir de leur inaction.

MOBILISATIONS LYCÉENNES

À Paris et dans d'autres villes, des lycéens bloquent leurs établissements pour dénoncer des conditions d'études dégradées (manque de personnel, bâti vétuste, classes surchargées). Les organisations syndicales FSU dénoncent la violence des interventions policières.

DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

Le 15 septembre, sous forme de manifestations ou de rassemblements, personnel et étudiant-es se sont mobilisé-es dans les régions, comme à Toulouse, à Marseille, à Rouen, à Lyon ou à Dijon. À Paris, à l'appel de l'intersyndicale, nous étions près de 2 500. Une telle mobilisation en pleine période de rentrée est symptomatique de la situation délétère à laquelle nous devons faire face. Le SNESUP-FSU s'est félicité de la réussite de cette rentrée sociale et a appelé à amplifier la mobilisation lors de la journée du 29 septembre pour les salaires dans la fonction publique.

TOUJOURS MOINS

Alors que le premier ministre a annoncé un budget d'austérité, d'injustice et de casse des services publics, il est d'autant plus important de défendre l'ESR public, qui est déjà exsangue. Le gel du point d'indice et l'inflation galopante asphyxient les agent-es de la fonction publique. Dans l'ESR, depuis 2017, prime statutaire incluse, la rémunération des MCF au 6^e échelon a diminué de 5 % (- 2 560 euros brut annuels), - 9 % pour les PU 1^{re} classe au 3^e échelon 3^e chevron comme pour les PU classe exceptionnelle, - 10 % pour les PRAG en fin de grille de classe exceptionnelle. Seules les PRCE ont gagné 6 % si elles et ils atteignent la classe exceptionnelle et les MCF débutant-es 21 %, mais au prix d'une absence d'évolution professionnelle pendant huit ans.

Une telle dégradation de l'attractivité des métiers de l'ESR est irresponsable à l'heure où les départs à la retraite s'intensifient, alors que le nombre de bachelier-ères continue de croître. Pour le SNESUP-FSU, en plus de financer l'ESR à la hauteur des besoins, il est impératif de prendre des mesures salariales d'urgence, dont la revalorisation immédiate du point d'indice, mais aussi une réindexation des salaires sur l'inflation, un plan pluriannuel de revalorisation, des mesures fortes pour l'égalité entre les femmes et les hommes. L'austérité, ça suffit ! ■

Il faut des mesures salariales d'urgence, un plan pluriannuel de revalorisation, des mesures fortes pour l'égalité entre les femmes et les hommes.